

25 (1952) No. 1

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1952 No. 111

Overgelegd aan de Staten-Generaal door de Minister
van Buitenlandse Zaken

A. TITEL

*Derde Aanvullend Protocol tot wijziging van het Verdrag inzake
oprichting ener Europese Betalings Unie;
Parijs, 11 Juli 1952*

B. TEKST**Protocole additionnel No. 3 portant amendement à l'Accord sur
l'Établissement d'une Union Européenne de Paiements
du 19 septembre 1950**

Les Gouvernements de la République Fédérale d'Allemagne, de la République d'Autriche, du Royaume de Belgique, du Royaume de Danemark, de la République Française, du Royaume de Grèce, de la République d'Irlande, de la République d'Islande, de la République Italienne, du Grand-Duché de Luxembourg, du Royaume de Norvège, du Royaume des Pays-Bas, de la République Portugaise, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Suède, de la Confédération Suisse et de la République Turque; et le Commandant de la Zone Anglo-Américaine du Territoire Libre de Trieste;

Signataires de l'Accord sur l'Établissement d'une Union Européenne de Paiements (appelé ci-dessous l'„Accord”), signé le 19 septembre 1950, et du Protocole d'Application Provisoire de l'Accord, signé le même jour, lequel dispose dans son paragraphe 1 que l'Accord est appliqué à titre provisoire comme s'il avait produit ses effets à compter du 1er juillet 1950;

Signataires du Protocole Additionnel No. 2 portant amendement à l'Accord, signé le 4 août 1951;

Convenus de signer un Protocole Additionnel No. 3 qui prévoit certains amendements à l'Accord;

Désirant donner effet immédiat aux dispositions dudit Protocole Additionnel;

Considérant la Recommandation en date du 30 juin 1952, par laquelle le Conseil de l'Organisation Européenne de Coopération Économique a approuvé le texte du présent Protocole Additionnel et l'a recommandé à la signature des Membres de l'Organisation;

Sont convenus de ce qui suit:

Article 1

Le paragraphe *b* de l'article 8 de l'Accord est modifié comme suit:

„*b*. Les dispositions du présent article n'ont pas pour effet d'obliger une Partie Contractante à mettre à la disposition d'autres Parties Contractantes des montants de sa monnaie dépassant, au total,

**Supplementary Protocol No. 3 amending the Agreement for the
Establishment of a European Payments Union
of 19th September 1950**

The Governments of the Federal Republic of Germany, the Republic of Austria, the Kingdom of Belgium, the Kingdom of Denmark, the French Republic, the Kingdom of Greece, the Republic of Ireland, the Republic of Iceland, the Italian Republic, the Grand Duchy of Luxembourg, the Kingdom of Norway, the Kingdom of the Netherlands, the Portuguese Republic, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, Sweden, the Swiss Confederation, the Turkish Republic; and the Commander of the British-United States Zone of the Free Territory of Trieste;

Being the Signatories of the Agreement for the Establishment of a European Payments Union (hereinafter referred to as the "Agreement"), signed on 19th September, 1950, and of the Protocol of Provisional Application of the Agreement, signed on the same date, in accordance with paragraph 1 of which Protocol the provisions of the Agreement are being provisionally applied as if it had been effective as from 1st July, 1950;

Being the Signatories of Supplementary Protocol No. 2 amending the Agreement, signed on 4th August, 1951;

Having agreed to sign a Supplementary Protocol No. 3 which provides for certain amendments to the Agreement;

Being desirous of giving immediate effect to the provisions of the said Supplementary Protocol; and

Having regard to the adoption on 30th June, 1952, by the Council of the Organisation for European Economic Co-operation, of a Recommendation approving the text of the present Supplementary Protocol and recommending it to the Members of that Organisation for signature;

Have agreed as follows:

Article 1

Paragraph (b) of Article 8 of the Agreement shall be amended and shall read as follows:

"(b) Under the provisions of the present Article no Contracting Party may be required to place at the disposal of other Contracting Parties amounts of its currency exceeding, in aggregate, the amount

un montant équivalant à la différence entre les montants qui peuvent être réglés en vertu des articles 11 et 13 ci-dessous et son excédent comptable cumulatif.”

Article 2

Les paragraphes *c* et *d* de l'article 9 de l'Accord sont modifiés comme suit:

„*c.* Les ressources spéciales, qui pourraient être attribuées par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique à une Partie Contractante, seront considérées comme des ressources existantes au sens du paragraphe *a* du présent article; toutefois, ces ressources spéciales sont utilisées:

1. sans que la Partie Contractante en cause ait besoin d'en faire la demande;

2. dans les conditions fixées par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique en accord avec l'Organisation;

3. comme si elles étaient, aux fins de l'article 7, un excédent comptable d'une Partie Contractante, dès lors qu'elles sont attribuées à ladite Partie Contractante au titre d'une période comptable antérieure à la date à laquelle leur attribution est faite; et

4. sauf décision contraire prise par l'Organisation en accord avec le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, dans la mesure seulement où des montants équivalents d'or, au sens du paragraphe *b* de l'article 14 ci-dessous, sont mis à la disposition de l'Union.

d. Toute partie des ressources prévues au paragraphe *c* du présent article, non utilisée conformément audit paragraphe dans les opérations relatives aux périodes comptables de l'année au cours de laquelle lesdites ressources sont attribuées, est considérée comme un excédent net encouru par la Partie Contractante en cause pendant la dernière période comptable de cette année, dans la mesure où des montants équivalents d'or, au sens du paragraphe *b* de l'article 14 ci-dessous, sont mis à la disposition de l'Union.”

Article 3

L'article 15 de l'Accord est modifié comme suit:

„Article 15

Assistance spéciale

a. Si une Partie Contractante n'est pas en mesure d'effectuer, conformément aux articles 11 ou 13 ci-dessus, les versements d'or exigibles pour le règlement de son déficit comptable, l'Organisation peut, à la demande de ladite Partie Contractante, recommander au

by which its cumulative accounting surplus falls short of the amounts which may be settled by virtue of Articles 11 and 13.”

Article 2

Paragraphs (c) and (d) of Article 9 of the Agreement shall be amended and shall read as follows:

“(c) Special resources which may be allotted by the Government of the United States of America to a Contracting Party shall be treated as existing resources within the meaning of the provisions of paragraph (a) of the present Article; provided, however, that such special resources shall be used:

(i) without the necessity for a request of the Contracting Party concerned;

(ii) only in accordance with such terms and conditions for their use as may be determined by the Government of the United States of America in agreement with the Organisation;

(iii) for the purposes of Article 7, as if they were an accounting surplus of a Contracting Party in so far as they are allotted to that Contracting Party in respect of an accounting period ending prior to the date on which their allotment is made; and

(iv) unless the Organisation decides otherwise in agreement with the Government of the United States of America, only to the extent that an equivalent amount of gold within the meaning of paragraph (b) of Article 14 has been made available to the Union.

(d) Any amount of the resources referred to in paragraph (c) of the present Article and not used in accordance with that paragraph in the operations relating to accounting periods of the year in the course of which it has been allotted, shall be deemed to be a net surplus of the Contracting Party concerned arising in the last accounting period of that year, to the extent that an equivalent amount of gold within the meaning of paragraph (b) of Article 14 has been made available to the Union.”

Article 3

Article 15 of the Agreement shall be amended and shall read as follows:

„Article 15

Special Assistance

(a) If a Contracting Party is not in a position to make, in accordance with Articles 11 or 13, payments in gold necessary for the settlement of its accounting deficit, the Organisation may, at the request of that Contracting Party, recommend to the Government of

Gouvernement des États-Unis d'Amérique de mettre à sa disposition, le cas échéant sous certaines conditions, les montants en dollars nécessaires pour lui permettre de remplir les obligations résultant du présent Accord. La demande faite par une Partie Contractante conformément aux dispositions du présent paragraphe ne suspend pas l'exécution de ses obligations résultant des articles 11 ou 13 ci-dessus.

b. L'Organisation peut décider, dans des circonstances exceptionnelles et à la demande d'une Partie Contractante, que tout ou partie des versements d'or exigibles conformément à l'article 11 ci-dessus pour le règlement de son déficit comptable seront différés dans les conditions et jusqu'à la date fixées par l'Organisation. Les Parties Contractantes qui bénéficient des dispositions du présent paragraphe paieront un intérêt sur les montants dont le versement est différé, comme s'il s'agissait de prêts consentis par l'Union en vertu de l'article 11 ci-dessus."

Article 4

La première phrase du paragraphe *b* de l'article 19 de l'Accord est modifiée comme suit:

„Les décisions prises par le Conseil en vertu du présent Accord, sous réserve des dispositions des paragraphes *c* et *d* du présent article, de l'article 35 et de l'article 35 *bis*, sont prises par accord mutuel de toutes les Parties Contractantes, à l'exception des Parties Contractantes qui sont absentes ou s'abstiennent."

Article 5

Le sous-paragraphe 3 du paragraphe *c* de l'article 23 de l'Accord est modifié comme suit:

„3. Les frais entraînés par l'exécution des versements et des transferts d'or ou de devises effectués en vertu du présent Accord et par le placement des avoirs composant le fonds, ainsi que toute autre dépense analogue et, si l'Organisation en décide ainsi, les frais exposés en vertu des articles 21 et 25."

Article 6

L'article 23 *bis* nouveau ci-dessous est ajouté après l'article 23 de l'Accord:

„Article 23*bis*

Contributions temporaires

a. Dans la mesure où l'exécution d'opérations a pour effet de réduire les avoirs convertibles du fonds à un montant inférieur à l'équivalent de 100 millions d'unités de compte, les Parties Contractantes font à l'Union des versements d'or ou de dollars des États-Unis, après l'exécution desdites opérations.

the United States of America to place at the disposal of that Contracting Party — subject, if desirable, to conditions — amounts of United States dollars necessary to enable it to comply with its obligations under the present Agreement. Any request made by a Contracting Party in accordance with the provisions of the present paragraph does not suspend its obligations under Articles 11 or 13.

(b) The Organisation may, in exceptional circumstances and at the request of a Contracting Party, decide that, in whole or in part, payments in gold due in accordance with Article 11 for the settlement of its accounting deficit shall be postponed on conditions and until a date determined by the Organisation. Any Contracting Party which benefits from the provisions of the present paragraph shall pay interest on the amounts the payment of which is postponed, as if such amounts were credits granted by virtue of Article 11."

Article 4

The first sentence of paragraph (b) of Article 19 of the Agreement shall be amended and shall read as follows:

"Subject to the provisions of paragraphs (c) and (d) of the present Article, of Article 35, and of Article 35 Bis, decisions of the Council under the present Agreement shall be taken by mutual agreement of all Contracting Parties, except those which are absent or abstain."

Article 5

Sub-paragraph (iii) of paragraph (c) of Article 23 of the Agreement shall be amended and shall read as follows:

"(iii) meeting expenses incurred in connection with payments and transfers of gold or currency made under the present Agreement; with the investment of assets; as well as other similar expenditure; and, if the Organisation so decides, expenses incurred by virtue of Articles 21 and 25."

Article 6

A new Article 23 Bis shall be added to the Agreement after Article 23, which shall read as follows:

„Article 23 Bis

Temporary Contributions

(a) To the extent that the execution of any operations results in a reduction of the convertible assets of the fund below the equivalent of 100 million units of account, the Contracting Parties shall make to the Union payments of gold or in United States dollars after the execution of these operations.

b. Les versements prévus au présent article sont effectués à la date de valeur des opérations en cause, à titre de prêt consenti jusqu'à la date de valeur des opérations suivantes; ils sont alors remboursés par priorité sur les autres versements à effectuer par l'Union.

c. Les versements prévus au présent article ne peuvent excéder à aucun moment un montant total équivalant à 100 millions d'unités de compte et, pour chaque Partie Contractante, une contribution correspondant à une fraction de ce montant, égale au rapport entre son quota au 1er juillet 1952 et la somme des quotas des Parties Contractantes à cette date.

d. Les versements prévus au présent article sont effectués:

1. par les Parties Contractantes qui ont un excédent comptable cumulatif lors des opérations après l'exécution desquelles les versements sont effectués, proportionnellement au montant de leurs quotas, et

2. dans la mesure où les versements prévus au sous-paragraph 1 ci-dessus sont insuffisants, par les autres Parties Contractantes, proportionnellement au montant de leurs quotas.

e. L'Union paiera aux Parties Contractantes qui effectueront les versements prévus au présent article, un intérêt sur les montants versés, au taux fixé par l'Organisation et dans les conditions prévues par le paragraphe d de l'article 23 ci-dessus.

f. Les avoirs convertibles du fonds, au sens du présent article, sont les montants d'or, de dollars des États-Unis et de monnaies convertibles de pays autres que les Parties Contractantes, qui sont compris dans le fonds.

g. Les versements prévus au présent article ne seront dus, ni après l'exécution des opérations prévues à l'article 34 ci-dessous, en ce qui concerne la Partie Contractante pour laquelle l'Accord prend fin, ni après l'exécution des opérations prévues à l'article 36 ci-dessous."

Article 7

L'article 27 de l'Accord est modifié comme suit:

„Article 27

Modification de parité

Au cas où la parité entre l'unité de compte et la monnaie dans laquelle une Partie Contractante communique à l'Agent les informations requises pour le calcul d'excédents ou de déficits bilatéraux, est modifiée au cours d'une période comptable, les excédents ou

(b) The payments provided for in the present Article shall be made at the value date for the operations concerned by way of a loan granted until the value date in respect of the following operations when they shall be repaid with priority over the other payments due by the Union.

(c) The payments provided for in the present Article shall not at any time exceed, in the aggregate, an amount equivalent to 100 million units of account and, as regards any Contracting Party a contribution corresponding to a fraction of that amount, which is equal to the fraction which the quota of that Contracting Party on 1st July, 1952, represents of the sum of the quotas of all the Contracting Parties on that date.

(d) The payments provided for in the present Article shall be made

(i) by the Contracting Parties which have a cumulative accounting surplus at the operations after the execution of which these payments are made, in proportion to the amounts of their quotas; and

(ii) to the extent that the payments provided for in sub-paragraph (i) are inadequate, by the other Contracting Parties in proportion to the amounts of their quotas.

(e) The Union shall pay to a Contracting Party which has made a payment as provided for in the present Article, interest on the amount paid, at a rate determined by the Organisation and on conditions provided for in paragraph (d) of Article 23.

(f) The convertible assets of the fund within the meaning of the present Article shall be the amounts of gold, United States dollars and convertible currencies of countries other than the Contracting Parties, which form part of the fund.

(g) The payments provided for in the present Article shall not be made after the execution of the operations provided for in Article 34 in respect of a Contracting Party with regard to which the Agreement terminates, nor after the execution of the operations provided for in Article 36."

Article 7

Article 27 of the Agreement shall be amended and shall read as follows:

„Article 27

Modifications of Parity

When the parity between the unit of account and the currency in which a Contracting Party reports to the Agent the information required for the calculation of bilateral surpluses and deficits, is modified during an accounting period, the bilateral surplus or deficit

déficits bilatéraux en cause sont calculés séparément pour la période antérieure et pour la période postérieure à la modification de parité, en utilisant la parité en vigueur pour chacune de ces périodes. Les montants de crédits utilisés en vertu de l'article 12 ci-dessus sont calculés, aux fins du paragraphe *b* de l'article 11, en unités de compte, en utilisant la parité en vigueur pendant la période comptable au titre de laquelle le crédit a été utilisé."

Article 8

Le paragraphe *a* de l'article 30 de l'Accord est modifié comme suit:

„*a.* L'article 11, l'article 23 *bis* et le paragraphe *a* de l'article 26 ci-dessus peuvent être modifiés par décisions de l'Organisation."

Article 9

L'article 35 *bis* nouveau ci-dessous est ajouté après l'article 35 de l'Accord:

„Article 35 *bis*

Nouvelle prorogation de l'article 11

a. L'Organisation procédera au plus tard le 31 mars 1953 à un examen général du fonctionnement du présent Accord afin de décider, en consultation avec le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, des conditions dans lesquelles l'article 11 ci-dessus pourra être prorogé à compter du 1er juillet 1953.

b. Le présent Accord prendra fin au 30 juin 1953 en ce qui concerne toute Partie Contractante qui ne participerait pas à la décision de l'Organisation prévue au paragraphe *a* du présent article et le paragraphe *e* de l'article 34 ci-dessus s'appliquera à ladite Partie Contractante.

c. Les autres Parties Contractantes maintiendront en vigueur, entre elles, l'article 11 aux conditions qu'elles détermineront, sous réserve des dispositions du paragraphe *b* de l'article 36 ci-dessous."

Article 10

Le paragraphe 1 de l'Annexe B au présent Accord est modifié comme suit:

„1. Dans les cas où le présent Accord prend fin en ce qui concerne une Partie Contractante en vertu des articles 34, 35 ou 35 *bis* du présent Accord, les droits et obligations de ladite Partie Contractante sont fixés conformément aux dispositions ci-dessous, sous réserve de décisions qui pourraient être prises par l'Organisation, en accord avec le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, pour des prêts consentis dans des circonstances spéciales en vertu de l'article 13 du présent Accord."

concerned shall be calculated in two parts, that is to say for the period prior to and for the period after the modifications of the parity on the basis of the parities in force during those periods respectively. For the purposes of paragraph (b) of Article 11, the amounts of credit used by virtue of Article 12 shall be calculated in units of account on the basis of the parity in force during the accounting period in respect of which the credit was used."

Article 8

Paragraph (a) of Article 30 of the Agreement shall be amended and shall read as follows:

"(a) Article 11, Article 23 Bis, and paragraph (a) of Article 26 may be amended by decision of the Organisation."

Article 9

A new Article 35 Bis shall be added to the Agreement after Article 35, which shall read as follows:

„Article 35 Bis

Further Extension of the Operation of Article 11

(a) Not later than 31st March, 1953, the Organisation shall carry out a comprehensive review of the operation of the present Agreement in order to decide, in consultation with the Government of the United States of America, on the conditions on which Article 11 may remain in force as from 1st July, 1953.

(b) The present Agreement shall terminate on 30th June, 1953, with regard to any Contracting Party which does not take part in the decision taken by the Organisation by virtue of paragraph (a) of the present Article, and paragraph (e) of Article 34 shall then apply to that Contracting Party.

(c) Article 11 shall, subject to the provisions of paragraph (b) of Article 36, remain in force between the other Contracting Parties on conditions which they shall determine."

Article 10

Paragraph 1 of Annex B to the Agreement shall be amended and shall read as follows:

"1. When the present Agreement terminates with regard to any Contracting Party under Articles 34, 35 or 35 Bis thereof, the rights and obligations of that Contracting Party shall be determined in accordance with the following provisions, subject, however, to any decision which the Organisation may take in agreement with the Government of the United States of America concerning credits granted in special circumstances by virtue of Article 13 of the present Agreement."

Article 11

Le sous-paragraphe *a* du paragraphe 4 de l'Annexe B de l'Accord est modifié comme suit:

„*a.* La Partie Contractante en cause consent à chacune des autres Parties Contractantes ou, suivant le cas, reçoit de celles-ci un prêt équivalant à une fraction du montant net des prêts qu'elle a consentis à l'Union ou reçus de l'Union, égale au rapport entre le quota de la seconde Partie Contractante et la somme des quotas de toutes les Parties Contractantes.”

Article 12

La paragraphe 8 de l'Annexe B du présent Accord est modifié comme suit:

„8. Lors de la terminaison du présent Accord en vertu de l'article 36 dudit accord, l'Union est liquidée conformément aux dispositions ci-dessous, sous réserve de décisions qui pourraient être prises par l'Organisation, en accord avec le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, pour des prêts consentis dans des circonstances spéciales en vertu de l'article 13 du présent Accord.”

Article 13

Le paragraphe 12 de l'Annexe B de l'Accord est amendé comme suit:

„12. Les avoirs convertibles du fonds sont utilisés pour rembourser les Parties Contractantes qui ont consenti des prêts à l'Union en vertu des articles 11 et 13 du présent Accord, proportionnellement au montant net de ces prêts. Toutefois, dans la mesure où le montant des avoirs convertibles n'excède pas le total des sommes mises à la disposition de l'Union conformément au sous-paragraphe 1 du paragraphe *b* de l'article 23 du présent Accord, diminué du montant de la différence entre le total des soldes initiaux créditeurs attribués à titre de dons et le total des soldes initiaux débiteurs attribués, ces avoirs ne peuvent être utilisés en vertu du présent paragraphe si le Gouvernement des États-Unis d'Amérique a fait objection à la liquidation.”

Article 14

1. Les articles 1 à 13 du présent Protocole Additionnel font partie intégrante de l'Accord.

2. Le présent Protocole Additionnel sera ratifié. Il entrera en vigueur dès l'entrée en vigueur de l'Accord ou, si le présent Protocole Additionnel n'est pas ratifié par tous les Signataires à cette date, dès le dépôt des instruments de ratification par tous les Signataires.

3. Le présent Protocole Additionnel demeurera en vigueur jusqu'à la terminaison de l'Accord; les dispositions des articles 34, 35 *bis* et

Article 11

Sub-paragraph (a) of paragraph 4 of Annex B to the Agreement shall be amended and shall read as follows:

„(a) The Contracting Party concerned shall grant to each of the other Contracting Parties, or receive from each of them, as the case may be, a credit equivalent to that fraction of the net amount of credit granted to or received from the Union by the first Contracting Party, which is equal to the fraction which the quota of that other Contracting Party represents of the sum of the quotas of all the Contracting Parties.”

Article 12

Paragraph 8 of Annex B to the Agreement shall be amended and shall read as follows:

“8. Upon the termination of the present Agreement under Article 36 thereof, the Union shall be liquidated in accordance with the following provisions, subject however to any decision which the Organisation may take in agreement with the Government of the United States of America concerning credits granted in special circumstances by virtue of Article 13 of the present Agreement.”

Article 13

Paragraph 12 of Annex B to the Agreement shall be amended and shall read as follows:

“12. The convertible assets of the fund shall be used to reimburse the Contracting Parties which have granted credits by virtue of Articles 11 and 13 of the present Agreement in proportion to the net amounts of these credits. However, in so far as the amount of convertible assets does not exceed the amounts made available to the Union in accordance with sub-paragraph (i) of paragraph (b) of Article 23 of the present Agreement reduced by the amount by which the initial credit balances allotted as grants, in their aggregate, are greater than the allotted initial debit balances, in their aggregate, they shall only be used under the present paragraph if the Government of the United States of America has not objected to the liquidation.”

Article 14

1. Articles 1 to 13 of the present Supplementary Protocol shall form an integral part of the Agreement.

2. The present Supplementary Protocol shall be ratified. It shall come into force as soon as the Agreement comes into force or, if the present Supplementary Protocol is not ratified by all Signatories by that date, upon the deposit of the instruments of ratification by all Signatories.

3. The present Supplementary Protocol shall remain in force until the termination of the Agreement, provided that Articles 34,

36 de l'Accord s'appliquent au présent Protocole Additionnel dans les mêmes conditions qu'à l'Accord.

Article 15

Nonobstant les dispositions du paragraphe 2 de l'article 14 ci-dessus, les Parties au présent Protocole Additionnel appliqueront ses dispositions avec effet à compter du 1er juillet 1952, sous réserve des opérations se rapportant au mois de juin 1952.

En foi de quoi les Plénipotentiaires soussignés, dûment habilités, ont apposé leurs signatures au bas du présent Protocole Additionnel.

Fait à Paris, le onze juillet mil neuf cent cinquante-deux, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation Européenne de Coopération Économique, qui en communiquera une copie certifiée conforme à tous les Signataires du présent Protocole Additionnel.

Pour la République Fédérale d'Allemagne:
For the Federal Republic of Germany:

(s.) KARL WERKMEISTER.

Pour la République d'Autriche:
For the Republic of Austria:

(s.) HERBERT PRACK.

Pour le Royaume de Belgique:
For the Kingdom of Belgium:

(s.) COMTE DE MEEUS D'ARGENTEUIL.

Pour le Royaume de Danemark:
For the Kingdom of Denmark:

(s.) E. BARTELS.

Pour la République Française:
For the French Republic:

(s.) CHARPENTIER.

Pour le Royaume de Grèce:
For the Kingdom of Greece:

(s.) A. VERDELIS.

35 Bis, and 36, of the Agreement shall apply in relation to the present Supplementary Protocol as they apply to the Agreement.

Article 15

Notwithstanding the provisions of paragraph 2 of Article 14, the Parties to the present Supplementary Protocol shall apply its provisions with effect as from 1st July, 1952, but not to the execution of the operations in respect of the month of June of that year.

In witness whereof the undersigned Plenipotentiaries, duly empowered, have signed the present Supplementary Protocol.

Done in Paris, this eleventh day of July Nineteen Hundred and Fifty Two, in the English and French languages, both texts being equally authentic, in a single copy which shall remain deposited with the Secretary-General of the Organisation for European Economic Co-operation, by whom certified copies will be communicated to all the Signatories of the present Supplementary Protocol.

Pour la République d'Irlande:
For the Republic of Ireland:

(s.) C. C. CREMIN.

Pour la République d'Islande:
For the Republic of Iceland:

(s.) PETUR BENEDIKTSSON.

Pour la République Italienne:
For the Italian Republic:

(s.) ATTILIO CATTANI.

Pour le Grand Duché de Luxembourg:
For the Grand Duchy of Luxembourg:

(s.) N. HOMMEL.

Pour le Royaume de Norvège:
For the Kingdom of Norway:

(s.) PAUL KOHT.

Pour le Royaume des Pays-Bas:
For the Kingdom of the Netherlands:

(s.) S. J. VAN TUYLL.

Pour la République Portugaise:
For the Portuguese Republic:
(s.) RUY T. GUERRA.

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:
For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:
(s.) HUGH ELLIS-REES.

Pour la Suède:
For Sweden:
(s.) ERIK VON SYDOW.

Pour la Confédération Suisse:
For the Swiss Confederation:
(s.) GÉRARD BAUER.

Pour la République Turque:
For the Turkish Republic:
(s.) MEHMET ALI TINEY.

Pour la Zone Anglo-Américaine du Territoire Libre de Trieste:
For the British-United States Zone of The Free Territory of Trieste:
(s.) JOSEPH J. HILL.

D. GOEDKEURING

Het Protocol behoeft de goedkeuring van de Staten-Generaal ingevolge artikel 60, lid 2, van de Grondwet, alvorens te kunnen worden bekrachtigd.

E. BEKRACHTIGING

Overeenkomstig artikel 14, lid 2, van het Protocol is een akte van bekrachtiging bij de Secretaris-Generaal van de Organisatie voor Europese Economische Samenwerking te Parijs nedergelegd door:
Zwitserland 30 Juli 1952.

G. INWERKINGTREDING

Het Protocol zal ingevolge artikel 14, lid 2, in werking treden na te zijn bekrachtigd door alle Staten, doch niet vóór de inwerkingtreding van het Verdrag inzake oprichting ener Europese Betalings Unie.

Het Protocol wordt ingevolge artikel 15 voorlopig toegepast met ingang van 1 Juli 1952.

J. GEGEVENS

De tekst van het op 19 September 1950 te Parijs gesloten Verdrag inzake oprichting ener Europese Betalings Unie, met Protocol van voorlopige toepassing, op welk Verdrag het onderhavige Protocol een aanvulling geeft, is afgedrukt in *Stb.* 1951 No. 470. Vergelijk *Trbl.* 1951 Nos 36 en 116, en 1952 No. 35.

De tekst van het op 4 Augustus 1951 te Parijs ondertekende Tweede Aanvullend Protocol tot wijziging van het Verdrag inzake oprichting ener Europese Betalings Unie, naar welk Protocol in de préambule van het onderhavige Protocol wordt verwezen, is in *Trbl.* 1951 No. 116 geplaatst. Vergelijk *Trbl.* 1952 No. 35.

De Organisatie voor Europese Economische Samenwerking, waarnaar in de préambule en elders in het onderhavige Protocol wordt verwezen, is opgericht bij het Verdrag van Parijs van 16 April 1948 nopens Europese Economische Samenwerking (*Stb.* No. I 484).

Uitgegeven de vijftiende September 1952.

De Minister van Buitenlandse Zaken,

J. W. BEYEN.